



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Niort, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Laboratoire SCIENCE ET NATURE

Route de Saint Clémentin
BP 15
79250 Nueil-Les-Aubiers

Références : -

Code AIOT : 0007207982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement Laboratoire SCIENCE ET NATURE implanté Route de Saint Clémentin BP 15 79250 Nueil-les-Aubiers . L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « post-incendie de Rouen » (connaissance, par les exploitants de stockage de matières combustibles en entrepôts, de l'état des matières stockées au sein de leurs installations).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Laboratoire SCIENCE ET NATURE

- Route de Saint Clémentin BP 15 79250 Nueil-les-Aubiers
- Code AIOT : 0007207982
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Laboratoire Science & Nature, créée en 1972 à Orléans, est implantée sur le site de Nueil-les-Aubiers depuis 1981 et a depuis fait l'objet de plusieurs extensions. Elle est spécialisée dans la fabrication de cosmétiques et produits d'entretien à base de matières premières écologiques sans réaction chimique lors des phases de production. L'exploitation de l'établissement est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 5793 du 25 juillet 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	Demande d'action corrective	3 mois
4	État des matières stockées - Gestion accidentelle (A et E 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	État des matières stockées d'information de la population (A et E 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	au titre des ICPE - 1510	annexe, rubrique 1510	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des matières stockées présenté doit être revu afin, d'une part, de répondre aux besoins de gestion d'un éventuel événement accidentel et, d'autre part, de permettre une information adaptée de la population. L'exploitant doit également prendre les dispositions nécessaires pour que celui-ci soit accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant tenait à jour un dossier comportant les éléments relatifs à sa situation administrative au titre des ICPE.</p> <p>L'exploitant a également présenté le rapport d'analyse des risques « Dommages aux biens » d'Allianz en date du 10 décembre 2024. Il a indiqué que les observations formulées par l'assureur étaient prises en compte ou intégrées à son plan d'actions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2026, Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : D'après l'arrêté préfectoral complémentaire n° A6505 du 22 janvier 2024, seuls les bâtiments de stockage Cyprès (matières premières) et Acacia (produits finis) sont classés ICPE au titre de la rubrique 1510. L'exploitant a confirmé que le classement de ces installations n'avait pas évolué (volume de 74 561 m ³ , régime de l'enregistrement).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Actions nationales 2026, État des matières stockées
Prescription contrôlée : I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le logiciel de type ERP CEGID utilisé pour la gestion des stocks. Les

mouvements des différents produits (palettes, fûts, GRV...) sont enregistrés en temps réel grâce à un système de scan, ce qui permet d'avoir un état des matières stockées en permanence à jour.

L'inspection a constaté que les quantités stockées des 4 produits listés en annexe confidentielle étaient cohérentes avec l'état des matières stockées présenté. En revanche, certaines matières comme les stocks de palettes et les déchets situés à proximité des quais en façade Nord de l'entrepôt Cyprès n'y figurent pas.

En complément, l'exploitant a présenté un tableur qui, à partir d'une extraction des données du logiciel de type ERG CEGID, établit :

- un état des matières stockées dangereuses par local (classées par pictogramme de danger) ;
- un état des stocks des articles de conditionnement (désignation par trigramme et quantités indiquées en nombre de palettes).

Un schéma du plan de localisation des différents stockages est intégré dans un onglet spécifique.

Un autre tableur listant les différents produits stockés (matières premières et produits finis) est par ailleurs utilisé pour accéder à leurs fiches de données de sécurité. Celles des 4 produits dont les quantités stockées ayant fait l'objet d'un contrôle lors de la visite terrain ont été présentées à l'inspection.

L'exploitant a indiqué que l'ensemble de ces données (état des matières stockées et fiches de données de sécurité) sont stockées en redondance dans des bâtiments différents et éloignés (locaux administratifs + bâtiment Cyprès), celles-ci étant accessibles en local en cas de perte de réseau Internet. Des sauvegardes quotidiennes sont effectuées sur des serveurs physiquement externalisés chaque mois.

L'exploitant a en revanche indiqué qu'il n'était pas en mesure de fournir un état des matières stockées à jour en cas de perte d'utilité électrique. La mise en place d'un envoi automatique quotidien vers l'adresse e-mail d'un ou plusieurs membres du personnel a été évoqué.

L'exploitant a indiqué qu'un inventaire physique est réalisé chaque année, le dernier datant du 22 décembre 2025. L'inspection a pu constater dans le logiciel de type ERP CEGID les entrées / sorties d'inventaire permettant le recalage par rapport aux stocks réels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que l'état des matières stockées soit accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : État des matières stockées - Gestion accidentelle (A et E 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4

Thème(s) : Actions nationales 2026, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

<p>[...] Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks présenté par l'exploitant (cf. point de contrôle n° 3) permet bien de connaître les quantités par zone de stockage. Il n'est en revanche pas adapté pour la gestion d'un événement accidentel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différentes familles de mention de danger des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX n'y figurent pas ; - les matières non dangereuses ne sont pas regroupées par famille selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifie l'état des matières stockées de façon à ce qu'il permette de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel conformément aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : État des matières stockées d'information de la population (A et E 1510)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, État des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>[...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à</p>

cette fin. [...]
Constats : En l'absence d'état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée, l'état des stocks présenté par l'exploitant (cf. point de contrôle n° 3) n'est pas adapté pour répondre aux besoins d'information de la population.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant modifie l'état des matières stockées de façon à ce qu'il permette de répondre aux besoins d'information de la population conformément aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois